



## Coopération Sud-Sud pour le développement

Distr. générale  
9 avril 2025  
Français  
Original : anglais

### Comité de haut niveau pour la coopération Sud-Sud

#### Vingt-deuxième session

New York, 27-30 mai 2025

Point 3 de l'ordre du jour provisoire\*

**Examen du rapport du Secrétaire général  
sur les progrès accomplis dans l'application  
de la décision 21/1 du Comité de haut niveau**

### **Mesures prises par les entités des Nations Unies pour appliquer la décision 21/1 du Comité de haut niveau pour la coopération Sud-Sud en soutenant les efforts de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire et accélérer la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030**

#### **Rapport du Secrétaire général\*\***

#### *Résumé*

Le présent rapport rend compte des suites données à la décision 21/1 du Comité de haut niveau pour la coopération Sud-Sud. Il fait état des solutions utilisées par les entités des Nations Unies pour intégrer la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire dans leurs propres politiques et stratégies, tout en renforçant les capacités des États Membres de participer à des initiatives de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire efficaces et percutantes en 2023 et 2024. Le fait qu'un nombre croissant de cadres stratégiques et programmatiques au niveau national incorporent la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire et en tiennent compte témoigne de l'intérêt soutenu des États Membres pour l'appui apporté par le système des Nations Unies à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire. En fin de rapport, plusieurs recommandations sont formulées pour renforcer la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire grâce à des efforts soutenus en matière de renforcement des capacités, d'intégration, de partage des connaissances, de financement et de dialogue multipartite, tout en tirant parti de l'appui du système des Nations Unies et de cadres de mesure innovants visant à accélérer les progrès vers la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

\* [SSC/22/L.2](#).

\*\* Le présent rapport a été soumis pour traitement après la date limite pour des raisons techniques indépendantes de la volonté du bureau auteur.



## I. Introduction

1. Le présent rapport est soumis comme suite à la décision 21/1, adoptée par le Comité de haut niveau pour la coopération Sud-Sud à sa vingt et unième session, dans laquelle le Comité a demandé au Secrétaire général de présenter un rapport complet sur les progrès réalisés dans l'application de cette décision, ainsi que des recommandations et propositions formulées dans son rapport (SSC/21/2). À la vingt et unième session, dont le thème était « Accélération de la reprise au sortir de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 grâce à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire », des discussions ont eu lieu sur le rôle que devaient jouer la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire au lendemain de la pandémie de COVID-19. L'urgence sanitaire mondiale a aggravé les problèmes de développement existants dans le monde du Sud, en intensifiant la vulnérabilité aux chocs extérieurs. Cette situation a été exacerbée par l'alourdissement du surendettement, la multiplication des conflits, l'augmentation des niveaux de pauvreté et l'inversion des progrès dans la réalisation des objectifs de développement durable.

2. Dans ce contexte, le présent rapport met en lumière la manière dont le monde du Sud a développé la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire en 2023 et 2024, malgré les contraintes structurelles et contextuelles, grâce à des partenariats renforcés et à la mobilisation de diverses ressources de développement. Il examine en outre les mesures prises par les entités des Nations Unies pour intégrer le soutien à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire dans leurs politiques, leurs stratégies et leurs programmes. Le rapport présente une vue d'ensemble des efforts déployés par le système des Nations Unies pour aider les États Membres à favoriser le développement des capacités, à faciliter le transfert de technologie, à mobiliser des ressources et à faire progresser la coopération entre les institutions et les réseaux.

3. Le rôle de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire dans la réalisation des objectifs de développement a été largement reconnu au cours de la période considérée, comme en témoignent 66 résolutions, déclarations et documents finaux adoptés par l'Assemblée générale et le Conseil économique et social, ainsi que l'intégration des perspectives de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire dans les processus intergouvernementaux régionaux et sous-régionaux des Nations Unies. Dans de nombreux documents, on a également insisté sur la façon dont les entités du système des Nations Unies pouvaient être mises à profit pour consolider et intensifier les efforts de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire, en renforçant leur rôle de facilitatrices de l'échange de connaissances, du renforcement des capacités et de la mobilisation des ressources. La coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire ont été intégrées en tant que modalités de travail dans un certain nombre de processus intergouvernementaux et de documents finaux des Nations Unies. De même, les résultats des travaux du Groupe des 77, tels que le document final du troisième Sommet du Sud et la déclaration ministérielle adoptée lors de la quarante-huitième Réunion annuelle des ministres des affaires étrangères du Groupe des 77 et de la Chine, comprennent des dispositions visant à intégrer la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire et prennent acte de leur contribution au développement durable.

4. Le présent rapport souligne les principales mesures et initiatives prises par le système des Nations Unies pour le développement pour développer la solidarité via la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire à l'appui de l'exécution du Programme 2030. La section II a été élaborée en réponse à la demande du Comité de haut niveau invitant toutes les entités des Nations Unies à intégrer davantage la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire dans leurs cadres stratégiques aux

niveaux mondial, régional et national. La section III passe en revue les efforts déployés par le système des Nations Unies pour le développement afin de renforcer l'appui apporté à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire à la demande et sous la direction des pays en développement, tout en tirant parti des mandats respectifs et des avantages comparatifs des entités des Nations Unies. La section IV examine la collaboration entre les institutions du monde du Sud, sous le prisme de la création de réseaux qui partagent leur expertise pour relever les défis urgents du développement, y compris ceux qui découlent de la pandémie de COVID-19. La section V met en lumière les efforts déployés par le système des Nations Unies pour apporter un soutien politique, financier, scientifique et technologique visant à réduire la fracture numérique, à accélérer la transformation numérique et à mettre la science, la technologie et l'innovation au service du développement durable. La section VI donne un aperçu des mesures prises pour renforcer les mécanismes de financement qui permettent au système des Nations Unies pour le développement de faire progresser la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire. Enfin, la section VII présente des conclusions tirées sur les progrès réalisés dans l'application de la décision 21/1 du Comité de haut niveau ainsi que les recommandations formulées pour combler les lacunes existantes.

5. Les informations contenues dans le présent rapport couvrent la période allant de janvier 2023 à décembre 2024 et ont été recueillies principalement via l'enquête annuelle menée par le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud. Ces informations ont été complétées par des rapports institutionnels présentés par des entités des Nations Unies et des enquêtes menées dans le cadre de l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies. Les informations communiquées dans le rapport sont fournies à titre indicatif et sans prétention à l'exhaustivité, en s'appuyant sur les contributions de 21 entités des Nations Unies ayant répondu à l'enquête en décembre 2024<sup>1</sup>.

## **II. Poursuite de l'intégration de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire dans les politiques, les stratégies et les plans de travail des organismes**

6. En 2023 et 2024, les entités des Nations Unies ont pris des mesures pour institutionnaliser davantage la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire dans leurs cadres stratégiques et leurs instruments de planification ; elles ont désigné des points focaux et investi en continu dans l'apprentissage et les capacités du personnel. Les réponses à l'enquête menée par le Bureau pour la coopération Sud-Sud sur les activités déployées au cours de la période à l'examen comprennent de nombreux exemples d'entités du système des Nations Unies pour le développement

<sup>1</sup> Bureau de la Haute-Représentante pour les pays les moins avancés, Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO), Commission économique pour l'Afrique (CEA), Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), Commission économique pour l'Europe (CEE), Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), Fonds d'équipement des Nations Unies, Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Fonds international de développement agricole (FIDA), Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), Organisation internationale du Travail (OIT), Organisation internationale pour les migrations (OIM), Organisation panaméricaine de la Santé (OPS) et Organisation mondiale de la Santé (OMS), Programme alimentaire mondial (PAM) et Organisation mondiale du tourisme (OMT), Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Union internationale des télécommunications (UIT).

ayant intégré la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire dans leurs stratégies aux niveaux mondial et national, en tenant compte de leurs mandats respectifs et de leurs avantages comparatifs. Comme l'indique le rapport du Secrétaire général sur l'examen quadriennal complet publié en 2024 (A/79/72-E/2024/12), depuis 2021, les demandes d'aide présentées aux Nations Unies pour la coopération Sud-Sud ou la coopération triangulaire dans des domaines tels que la santé, les changements climatiques et la protection sociale ont augmenté, passant de 53 % à 61 % des gouvernements des pays hôtes. Le système des Nations Unies pour le développement a répondu à ces demandes en conséquence : 81 % des entités ayant participé à l'enquête avaient inclus ce mode de collaboration dans les plans stratégiques, et 86 % d'entre elles avaient intégré les résultats de la coopération Sud-Sud dans les rapports institutionnels publiés en 2023 (contre 73 % et 79 %, respectivement, en 2022).

7. Un mécanisme de coordination transversale créé par le Programme alimentaire mondial (PAM), l'équipe spéciale chargée de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire au niveau mondial, a achevé ses travaux en 2023 : elle a notamment élaboré une liste récapitulative pour l'intégration des considérations d'égalité des genres dans la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire facilitées par le PAM et passé en revue les solutions permettant d'intégrer la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire dans les outils de partenariat et les plans stratégiques des pays. En conséquence, pour la première fois, les bureaux de pays ont pu faire rapport à l'aide d'indicateurs spécialement prévus à cet effet, et environ 78 % des plans stratégiques de pays approuvés par le Conseil d'administration du PAM en 2023 incluaient la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire. De plus, le Conseil d'administration du PAM a approuvé une mise à jour inédite de la politique du PAM en matière de coopération Sud-Sud et triangulaire en 2023, accompagnée d'un plan de mise en œuvre de 9 millions de dollars visant à garantir la qualité et les résultats tout en répondant aux nouvelles demandes.

8. Le Fonds international de développement agricole (FIDA) a lancé son nouveau guide intitulé « Operational guide on embedding South-South and triangular cooperation in country strategic opportunities programmes » (Guide opérationnel sur l'intégration de la coopération sud-sud et triangulaire dans les COSOP) en 2023, ce qui a permis d'intégrer la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire dans l'ensemble des six stratégies de pays élaborées.

9. L'Union internationale des télécommunications (UIT) a créé une unité chargée de renforcer la coordination avec les Nations Unies, qui dispose d'un budget lui permettant de faciliter les initiatives de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire et de suivre les activités connexes menées dans l'ensemble de l'organisation. Les grandes priorités sont les initiatives de renforcement des capacités, l'amélioration de la collecte de données, ainsi que l'examen et l'évaluation des stratégies et initiatives applicables.

10. L'Organisation mondiale du tourisme a intégré la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire dans sa « boîte à outils d'indicateurs pour les projets » (Toolkit of Indicators for Projects), qui est utilisée pour la formation du personnel, l'objectif étant de mettre en correspondance les initiatives relatives aux objectifs de développement durable et de garantir l'efficacité de la conception, de l'exécution et de l'évaluation des projets. Elle a aussi instauré des mécanismes solides de collecte de données et de suivi, permettant l'établissement de rapports complets sur les initiatives de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire : la boîte à outils d'indicateurs pour les projets crée un cadre structuré permettant d'évaluer les retombées des projets de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire sur les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable, ce qui

favorise l'application du principe de responsabilité et les améliorations fondées sur des données, en particulier pour les cibles 17.6 et 17.9.

11. Les nouvelles directives opérationnelles sur la coopération industrielle Sud-Sud et triangulaire publiées par l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) ont été accompagnées par le lancement d'une formation en ligne qui a donné lieu à plus de 100 projets de coopération technique appliquant les modalités de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire.

12. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a publié la troisième édition des « Guidelines for trilateral South-South cooperation initiatives » (Directives sur les initiatives trilatérales de coopération Sud-Sud) et de la « Partnership guidance note on South-South and triangular cooperation » (Note d'orientation du partenariat sur la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire). En 2024, l'UNICEF a lancé une formation en ligne sur la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire afin de présenter au personnel son cadre conceptuel et les possibilités programmatiques. Actuellement, 57 % des descriptifs de programme de pays de l'UNICEF incluent la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, et tous les rapports annuels portant sur ces descriptifs contiennent des informations sur les activités de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire menées en 2023.

13. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a également investi dans le renforcement de la capacité du personnel d'intégrer la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire dans les politiques agricoles, les programmes et les projets d'investissement grâce à des ateliers régionaux qui ont également servi de plateforme d'échanges sur les possibilités de mobilisation des ressources de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire auprès des États Membres.

14. En 2023, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a publié un nouveau document d'orientation intitulé « Intégration de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire, Considérations relatives à la conception, à la mise en œuvre et à la documentation de la coopération technique », qui vise à faciliter l'intégration de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire dans toutes les phases du cycle de projet, aux fins d'une approche plus unifiée et plus efficace des initiatives de développement. En 2024, 66 % des descriptifs de programme de pays du PNUD contenaient une mention ou des plans détaillés ciblant un engagement envers la coopération Sud-Sud, tandis que 10 % des projets du PNUD comprenaient un soutien à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire, la plupart d'entre eux étant axés sur le renforcement des capacités nationales.

15. Le Bureau de la Haute-Représentante pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement a commandé un examen de la coopération Sud-Sud dans l'application du Programme d'action de Vienne en faveur des pays en développement sans littoral pour la décennie 2014-2024<sup>2</sup>. Selon les conclusions de l'examen, la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire ont joué un rôle déterminant dans les résultats obtenus par le Programme, même si la deuxième moitié de la période de mise en œuvre a été affectée par les effets de la pandémie de COVID-19, qui ont ralenti ou annulé les progrès réalisés. À l'issue de cet examen, des recommandations ont été formulées en vue d'intensifier la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire afin d'atteindre les objectifs d'un nouveau programme d'action pour les pays en développement sans littoral.

---

<sup>2</sup> La publication est peut être consultée à l'adresse suivante : <https://unsouthsouth.org/2024/07/01/review-of-south-south-cooperation-in-the-implementation-of-the-vienna-programme-of-action-for-ldcs-in-the-decade-2014-2024/> (en anglais).

16. Le suivi et l'évaluation des performances menés par l'Organisation panaméricaine de la Santé (OPS) pour l'exercice biennal 2023-2024 et les plans de travail biennaux pour 2024-2025 comprenaient des informations sur la prise en compte des initiatives de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire et la communication d'informations à ce sujet. En 2023, 21 bureaux de pays de l'OPS (sur 27) et trois entités sous-régionales ont déclaré soutenir des activités de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire ou y participer. Par exemple, un projet de coopération triangulaire en deux phases entre l'OPS, la Communauté des Caraïbes (CARICOM) et l'Argentine a été déployé pour renforcer les capacités nationales et régionales de détection et de surveillance de la résistance aux antimicrobiens dans les États membres de la CARICOM.

17. Le plan stratégique de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) pour la période 2024-2028 comprend un engagement institutionnel visant à accroître considérablement le rôle de l'OIM en tant que facilitatrice de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire, par la promotion de l'intégration régionale Sud-Sud et de la collaboration interrégionale au moyen de mécanismes de consultation interétatique sur la migration dirigés par les États. Un examen des stratégies régionales déployées par l'OIM est en cours afin d'obtenir des preuves concrètes de l'utilisation de la coopération Sud-Sud dans la planification stratégique au niveau national et d'éclairer le développement des capacités en matière de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire pour le personnel de l'OIM au siège, dans les bureaux régionaux et dans les bureaux de pays.

18. Au cours de la période considérée, le Bureau pour la coopération Sud-Sud a renforcé l'intégration et la prise en compte de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire dans l'élaboration des politiques mondiales et régionales, ce qui a conduit à leur inclusion dans 66 résolutions, déclarations et documents finaux adoptés par l'Assemblée générale et le Conseil économique et social. Le Bureau a apporté un appui technique et politique, étayé par une analyse factuelle, afin de renforcer le rôle de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire dans une série de processus intergouvernementaux majeurs des Nations Unies. Parmi les contributions notables, citons le soutien au forum politique de haut niveau pour le développement durable, au Programme d'action en faveur des pays en développement sans littoral pour la décennie 2024-2034, au Programme d'Antigua-et-Barbuda pour les petits États insulaires en développement : une déclaration renouvelée en faveur d'une prospérité résiliente (adopté lors de la quatrième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement tenue en 2024), et au Pacte pour l'avenir et à ses annexes. Ces efforts illustrent la prise en compte croissante de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire en tant que mécanismes essentiels à l'accélération des progrès conduisant à la réalisation des objectifs de développement durable.

19. En 2023, le Bureau pour la coopération Sud-Sud, le Bureau de la coordination des activités de développement et les commissions régionales ont publié les « Guidelines for the integration of South-South and triangular cooperation into the country- and regional-level work of the United Nations development system » (Directives pour l'intégration de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire dans les activités du système des Nations Unies pour le développement aux niveaux national et régional). Le Bureau pour la coopération Sud-Sud a diffusé ces lignes directrices via des ateliers, des séminaires en ligne et des supports de communication tout au long de l'année 2024. De plus, un module d'apprentissage en ligne a été élaboré par le Bureau pour la coopération Sud-Sud, en collaboration avec le Bureau de la coordination des activités de développement, l'École des cadres du système des Nations Unies et une équipe spéciale, afin d'aider les entités du système à intégrer la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire à leurs activités aux

niveaux régional et national. Ce module<sup>3</sup> est une initiative conjointe cofinancée par la FAO, l'OPS, le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), le Bureau pour la coopération Sud-Sud et le PAM. Une équipe spéciale a participé à l'examen du contenu du module. Elle était composée de représentants du Bureau de la coordination des activités de développement, de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), de la Commission économique pour l'Europe (CEE), de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), de la FAO, de l'Organisation internationale du Travail (OIT), de l'OIM, du Bureau pour la coopération Sud-Sud, de l'OPS, du PNUD, du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), du FNUAP, de l'UNICEF et du PAM. Le Bureau pour la coopération Sud-Sud et les coprésidents du Groupe des Amis des examens nationaux volontaires ont publié un manuel relatif à la prise en compte de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire dans les examens nationaux volontaires (*Handbook on Integrating South-South and Triangular Cooperation in the Voluntary National Reviews*), qui donne des conseils étape par étape et des exemples d'intégration de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire dans l'élaboration et la présentation des examens nationaux volontaires. Le manuel complète le Manuel de préparation des examens nationaux volontaires publié par le Département des affaires économiques et sociales, ainsi que d'autres documents de référence portant sur les examens nationaux volontaires. Dans le rapport de synthèse de 2024 sur les examens nationaux volontaires (2024 voluntary national reviews synthesis report), la coopération Sud-Sud a été reconnue comme étant un bon moyen de réaliser le Programme 2030 et de relever les défis persistants liés au financement du développement et à l'allègement de la dette.

20. Le Bureau pour la coopération Sud-Sud a joué un rôle clé dans la promotion de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire en organisant et en soutenant de nombreux dialogues et forums politiques de haut niveau. Ces activités ont facilité l'échange de connaissances sur des défis mondiaux essentiels, tels que le surendettement, l'action climatique, la mobilisation du secteur privé et le développement durable. Ces dialogues et forums ont renforcé la nécessité d'élargir les partenariats et de tirer parti de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire afin de relever les défis structurels et d'accélérer les progrès vers la réalisation des engagements pris à l'échelle mondiale. En favorisant ces échanges, le Bureau a contribué à la mise au jour et à la diffusion de bonnes pratiques, ce qui a permis aux pays d'appliquer des solutions plus efficaces et plus collaboratives.

### **III. Poursuite de l'appui apporté au titre des programmes par les organismes des Nations Unies aux activités des États Membres relatives à la coopération Sud-Sud**

21. Les mesures prises par les entités des Nations Unies pour intégrer la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire dans les cadres stratégiques et les instruments de planification ont permis de trouver des moyens plus efficaces d'apporter un appui continu aux États Membres lors de la mise en œuvre de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire au service du développement durable, quand les pays en développement en font la demande, sous l'égide des pays et dans le respect du principe de l'appropriation des activités par le pays, dans le cadre d'une approche applicable à l'ensemble du système. Plusieurs coordonnateurs résidents ont piloté la

<sup>3</sup> Module de formation en ligne : Leveraging South-South and Triangular Cooperation to Accelerate Transformation towards Sustainable Development. Disponible à l'adresse suivante : <https://unsouthsouth.org/our-work/capacity-development/sstc-e-module/> (en anglais).

prise en compte de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire dans les analyses communes de pays et les plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable. Selon le Bureau de la coordination des activités de développement, en 2024, 117 équipes de pays des Nations Unies ont intégré une forme de coopération Sud-Sud ou de coopération triangulaire dans leurs plans.

22. Le Forum d'investissement Sud-Sud, organisé au Caire en 2023 à l'occasion de la troisième Foire commerciale intra-africaine, est le fruit d'une collaboration entre l'ONUDI, la Banque africaine d'import-export et la Banque chinoise d'import-export. Lors du Forum, les participants ont mis en évidence les secteurs présentant un potentiel d'investissement important et ont souligné la nécessité de mettre en place des cadres réglementaires et des stratégies d'ensemble afin d'accroître les flux d'investissement dans le monde du Sud.

23. En 2023, l'OIM a collaboré étroitement avec la Communauté de l'Afrique de l'Est pour faire avancer le programme d'intégration africaine en donnant la priorité à des initiatives telles que le poste frontière unique et l'harmonisation des programmes de renforcement des capacités pour les agents chargés des contrôles aux frontières. En janvier 2023, le Secrétariat de la Communauté de l'Afrique de l'Est, en collaboration avec ses États partenaires et avec le soutien de l'OIM, a élaboré un module de formation complet sur la gestion des migrations dans le cadre des postes frontières uniques. En conséquence, une formation des formateurs a été organisée en Ouganda afin de doter le personnel des compétences nécessaires pour exécuter le programme avec efficacité.

24. L'OIM a joué un rôle central dans le renforcement des capacités et l'assistance technique en matière de changements climatiques et de mobilité humaine via la coopération Sud-Sud. En 2023, avec le soutien de l'OIM, le Centre africain de renforcement des capacités pour la gestion des migrations a facilité 46 manifestations liées au renforcement des capacités et au partage des connaissances auxquels ont pris part 654 personnes, soit une augmentation de 41 % du nombre d'initiatives d'apprentissage par rapport à l'année précédente.

25. Le Mécanisme Chine-FIDA de coopération Sud-Sud et triangulaire a considérablement élargi son influence, notamment grâce à un projet lancé en 2023 pour donner plus de moyens d'action aux jeunes ruraux dans la chaîne de valeur de la tomate au Kenya, auquel ont participé des universités kenyanes et chinoises ainsi que le secteur privé local. En 2023 et 2024, plus de 4 000 agriculteurs ont reçu une formation dans le cadre du projet sur la culture de tomates en serre et le développement de variétés résistantes aux bactéries, ce qui a contribué à renforcer les capacités visant à créer des systèmes alimentaires plus résilients au Kenya.

26. Dans le cadre du Programme de coopération Sud-Sud FAO-Chine, trois nouveaux projets ont été inaugurés au Kenya, au Malawi et en Namibie pendant la période à l'examen, grâce à une contribution additionnelle de 5 millions de dollars. Les projets déployés au Malawi et en Namibie s'appuient sur les résultats obtenus lors de leurs premières phases, en soutenant les capacités nationales dans des domaines tels que la mécanisation agricole, la lutte antiparasitaire intégrée et la production de volailles. Le projet mené au Kenya fait partie d'une initiative de coopération triangulaire visant à promouvoir la production de thé à faible intensité de carbone et le développement de la chaîne de valeur en adaptant l'expertise et les technologies chinoises et allemandes.

27. L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a facilité la coopération Sud-Sud entre le Cambodge, la République démocratique populaire lao et le Viet Nam, notamment en matière de formation à la détection des maladies animales transfrontalières et aux techniques d'analyses non destructives pour la sécurité des bâtiments et des infrastructures.

28. La coopération Sud-Sud au moyen du volontariat a été de plus en plus soutenue par les Volontaires des Nations Unies : plus de 85 % des citoyens mobilisés au cours de la période considérée venaient du Sud, les femmes étant majoritaires (55 %), et un total de 3 350 Volontaires des Nations Unies internationaux ont servi dans d'autres pays du monde du Sud. La deuxième phase de l'initiative Africa Women Health Champions a été lancée en 2024, en partenariat avec le Bureau régional de l'OMS pour l'Afrique, afin de recruter de jeunes professionnelles âgées de 22 à 35 ans en tant que Volontaires des Nations Unies agissant en faveur de la santé dans les pays africains. La première phase a dépassé l'objectif de 100 femmes défenseuses de la santé, en mobilisant 145 femmes de 38 nationalités au total, qui ont appuyé 47 bureaux de pays en Afrique, en les aidant à renforcer les systèmes de santé nationaux ou à soutenir les populations tout en acquérant une expérience pratique et en nouant des relations avec des dirigeants et des pairs.

29. En collaboration avec l'Université pour la paix, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a achevé en mai 2023 une étude sur les bonnes pratiques permettant de donner effet au droit au développement dans la coopération Sud-Sud. Celle-ci a fait progresser un dialogue sur la coopération Sud-Sud et les droits humains qui a mis en évidence les principes et pratiques complémentaires et se renforçant mutuellement de la coopération Sud-Sud, de la coopération triangulaire et du droit au développement. L'étude s'est appuyée sur l'expérience de projets financés par le Fonds de partenariat Inde-Nations Unies pour le développement à Antigua-et-Barbuda et sur deux projets financés par le Dispositif IBAS pour l'atténuation de la pauvreté et la lutte contre la faim en Angola et aux Comores, avec le soutien technique du Brésil et de l'Afrique du Sud, respectivement. En 2024, le Mécanisme d'experts chargé de la question du droit au développement a mené une étude thématique sur la traduction en termes opérationnels du droit au développement dans la coopération internationale au service du développement, qui a abordé la question de l'intégration et de la traduction du droit au développement sur le plan opérationnel dans différentes formes de pratiques de coopération pour le développement.

30. Le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) a facilité les échanges interrégionaux au niveau des villes afin de promouvoir les politiques et les pratiques en faveur de la mise en place de villes inclusives. Il s'agissait notamment d'échanges entre la Colombie et le Kenya relatifs à une solution locale permettant de créer des logements abordables dans des implantations sauvages et à une nouvelle initiative soutenant les échanges entre la République démocratique du Congo et l'Afrique du Sud, l'objectif étant de promouvoir des établissements humains durables dans le secteur minier dans les deux pays.

31. Au cours de la période à l'examen, plus de 15 projets régionaux et sous-régionaux, impliquant 32 États membres de l'OPS, ont été soutenus dans les domaines des changements climatiques, de la santé mentale, du cancer de l'enfant, de la migration et de la détection et de la surveillance de la résistance aux antimicrobiens. L'OPS a aussi appuyé les efforts visant à mobiliser les ressources des pays et l'exécution de trois projets financés par le Fonds de partenariat Inde-Nations Unies pour le développement portant sur : a) l'amélioration de l'accès aux soins de santé pendant la pandémie de COVID-19 grâce à l'adoption de robots et de nouvelles technologies à la Trinité-et-Tobago ; b) l'amélioration de l'accès et de la couverture des soins de santé maternelle et infantile dans la région de Chaco, au Paraguay ; c) le renforcement de la prise en charge clinique des patients atteints de COVID-19 et la réduction du risque de transmission de COVID-19 parmi les agents de santé au Belize. En 2023, le Nodo de Inteligencia Sanitaria de l'Uruguay, une initiative interinstitutionnelle lancée par le Ministère uruguayen de la santé publique, l'Agence uruguayenne pour la coopération internationale et l'OPS, a consolidé le partage des

connaissances sur le système de santé uruguayen et favorisé les échanges intrarégionaux et interrégionaux.

32. En 2023 et 2024, le PNUD a facilité plus de 700 projets de coopération Sud-Sud portant sur un large éventail de questions telles que l'élimination de la pauvreté, la préservation de la biodiversité, l'atténuation des changements climatiques, l'amélioration de la gouvernance, l'égalité des genres, la gestion budgétaire et financière et la transformation numérique<sup>4</sup>. Il a par exemple facilité la collaboration avec la Chine et le Sri Lanka pour aider l'Éthiopie à améliorer l'accès aux solutions liées aux énergies renouvelables, en utilisant le biogaz, la biomasse et les technologies solaires au profit de plus de 10 000 ménages dans les zones rurales. Il a également facilité les échanges de connaissances entre le Bangladesh, le Bhoutan, l'Inde, le Népal et le Pakistan sur les politiques visant à améliorer l'efficacité de la conservation et de la gestion des eaux grâce à la coopération transfrontalière. Autre exemple, le PNUD a négocié un partenariat entre les Îles Salomon et les Îles Marshall pour renforcer les capacités de lutte contre le blanchiment d'argent, réduire la corruption et promouvoir une gouvernance efficace, avec le soutien du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

33. Outre les activités menées au niveau mondial, le Département des partenariats multilatéraux et de la coopération pour le développement de l'OIT et le Centre international de formation de l'OIT ont facilité 14 projets de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire auxquels ont participé plus de 80 pays<sup>5</sup>. Parmi les principales réalisations, citons la facilitation de la coopération triangulaire entre la France, le Kenya et Madagascar, le soutien aux secteurs agricoles au Kenya et à Madagascar, ainsi que le renforcement de la capacité des coopératives et des petites et moyennes entreprises d'accéder aux marchés français. Grâce à des échanges entre pairs sur les expériences nationales, telles que le modèle kenyan de respect des normes liées aux questions d'environnement, de société et de gouvernance, les entreprises malgaches ont acquis des compétences leur permettant de s'adapter aux exigences réglementaires pour accéder aux marchés européens tout en mettant en avant des chaînes de valeur riches en emplois et des pratiques commerciales responsables.

34. En novembre 2024, la CNUCED a publié le *Manual for the Framework to Measure South-South Cooperation: Technical and Procedural Aspects for Pilot Testing*. Ce document représente une étape importante dans l'appui apporté à l'expérimentation volontaire du cadre convenu pour mesurer la coopération Sud-Sud, qui fait partie d'un ensemble d'outils conçus pour renforcer les capacités des États membres de mesurer la contribution de la coopération Sud-Sud au Programme 2030 et d'en rendre compte. Le cadre sera testé en Équateur, en Jordanie, en Malaisie, en Namibie, au Nigéria, au Pérou et au Qatar, qui fourniront un retour d'informations sur la faisabilité de l'application du cadre pour la mesure de la coopération Sud-Sud et les problèmes rencontrés, ce qui renforcera les capacités nationales de communication d'informations sur l'indicateur 17.3.1.

35. En 2023 et 2024, la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) a facilité de nombreuses initiatives de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire afin de renforcer l'apprentissage entre pairs et l'échange de connaissances aux niveaux national, sous-régional et régional. En 2023, elle a favorisé la collaboration interrégionale en mettant en relation l'Uruguay et les pays arabes afin de partager des approches innovantes visant à étendre la couverture sociale

<sup>4</sup> Voir le Transparency Portal du PNUD, à l'adresse <https://open.undp.org/> (en anglais).

<sup>5</sup> OIT, « South-South cooperation in ILO's regular budget (RBTC): the 2024 year in review ». Disponible à l'adresse suivante : [www.ilo.org/sites/default/files/2025-01/Results%202024%20RBTC-SSTC\\_FINAL.pdf](http://www.ilo.org/sites/default/files/2025-01/Results%202024%20RBTC-SSTC_FINAL.pdf) (en anglais).

aux travailleurs du secteur non structuré, ce qui a incité l'Égypte à mettre en place un système similaire. En outre, elle a facilité les échanges techniques entre Djibouti et l'Égypte portant sur les recensements numériques de la population et des logements, et obtenu un don de 1 400 tablettes de la part de l'Égypte pour soutenir le recensement effectué à Djibouti en 2024. En 2024, la CESAO a organisé plus de 85 manifestations axées sur la conception et l'application des politiques, l'adaptation du marché du travail et la réduction des inégalités, telles que des ateliers sur l'intégration des travailleurs sociaux dans les systèmes de protection sociale et la réduction des écarts de compétences dans les pays membres du Conseil de coopération du Golfe. Lors du troisième Forum arabe pour l'égalité, qui s'est tenu au Caire, les meilleures pratiques ont été présentées par des pays qui ont réussi à atténuer les inégalités lors de crises simultanées. Ces efforts reflètent la volonté de la CESAO de favoriser le partage des connaissances et le renforcement des capacités entre les régions afin de renforcer les réponses politiques et les résultats obtenus en matière de développement.

36. La CEPALC a accueilli la première session de la Conférence régionale sur la coopération Sud-Sud en Amérique latine et dans les Caraïbes. Ce nouvel organe intergouvernemental vise à soutenir les États Membres au moyen de mécanismes innovants de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire, en utilisant des indicateurs allant au-delà des critères de sortie de la catégorie des pays les moins avancés (basés sur le produit intérieur brut par habitant), tels que la vulnérabilité multidimensionnelle, afin de ne laisser personne de côté. En 2024, lors de leur première réunion, les présidents de la Conférence régionale sur la coopération Sud-Sud en Amérique latine et dans les Caraïbes ont décidé d'approuver le cadre global et volontaire de mesure de la coopération Sud-Sud créé par la CNUCED et de renforcer les capacités des pays d'Amérique latine et des Caraïbes en organisant des ateliers de formation. De plus, la Conférence élaborera un plan d'action visant à tenir compte des questions de genre dans les programmes et projets de coopération internationale au service du développement, qui seront présentés lors de la deuxième réunion de la Conférence régionale sur la coopération Sud-Sud en Amérique latine et dans les Caraïbes, prévue en juin 2025.

37. En 2023, la Coordonnatrice résidente en Thaïlande, au nom de l'équipe de pays des Nations Unies et en collaboration avec l'Union européenne et l'Agence thaïlandaise de coopération internationale, a lancé trois initiatives de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire au titre du Plan-cadre de coopération de la Thaïlande pour la période 2022-2026. Ces initiatives phares visent à promouvoir l'agriculture biologique et à améliorer les services de santé reproductive, notamment en renforçant les capacités des sages-femmes.

#### **IV. Appui aux réseaux et institutions du Sud**

38. L'une des recommandations les plus importantes présentées dans le Document final de Buenos Aires issu de la deuxième Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud préconise la mise en place d'institutions nationales et régionales chargées de la gestion de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire, ou le renforcement de celles qui existent. De telles institutions sont indispensables au renforcement de la coopération pour le développement : sans elles, de nombreux plans d'action prometteurs ne verraient pas le jour. Au cours de la période à l'examen, les entités des Nations Unies ont encouragé les efforts visant à concevoir et à mettre en œuvre des initiatives innovantes de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire via des réseaux en ligne, des plateformes de partage des connaissances, de l'apprentissage à distance et de la formation virtuelle.

39. En 2024, le Bureau pour la coopération Sud-Sud, en collaboration avec le PNUD, a entrepris une refonte complète de la Galaxie Sud-Sud, la plateforme du système des Nations Unies pour le partage des connaissances et la recherche de partenariats en matière de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire. La refonte était axée sur l'amélioration de l'expérience globale des utilisateurs, la mise à niveau des fonctionnalités et de la technologie de base et l'amélioration de l'accès aux supports de connaissances, aux données et à la recherche disponibles. Actuellement, la plateforme sert de répertoire mondial et ouvert de bonnes pratiques, de solutions, de supports de connaissances et d'autres ressources, qui sont accessibles à toutes et à tous. En ce qui concerne sa fonction de partage des connaissances, la plateforme contient des informations sur plus de 960 solutions pratiques couvrant tous les objectifs de développement durable, et en ce qui concerne la mise en relation à des fins de partenariat, plus de 600 organisations se sont inscrites sur la plateforme... Les bonnes pratiques qui y sont présentées illustrent la manière dont la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire peuvent être mises à profit pour relever les défis du développement local grâce à des échanges de connaissances entre pairs sur différentes questions de développement durable et zones géographiques.

40. Dans le cadre de sa stratégie de coopération Sud-Sud, l'AIEA a soutenu le réseau de radio-oncologie de la région Asie-Pacifique afin de renforcer les capacités de prise de décision clinique et la formation professionnelle continue des radio-oncologues, des médecins médicaux et des radiothérapeutes dans les pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire de la région Asie-Pacifique. En 2024, plus de 30 experts en cancérologie se sont réunis à Bali (Indonésie), pour procéder à un examen complet des trois années de mise en œuvre des séances virtuelles d'échanges d'information sur les tumeurs. Instaurées après la pandémie de COVID-19, ces séances ont permis de mettre en commun l'expertise et les ressources oncologiques de toute la région afin d'améliorer la prise de décision clinique et de mieux relever les défis en matière de soins aux personnes atteintes de cancer.

41. Pour favoriser la mobilisation du secteur privé en faveur de la coopération Sud-Sud, des travaux ont été menés dans le cadre de la stratégie pour l'Afrique du Pacte mondial des Nations Unies, en collaboration avec l'Africa Business Leaders Coalition et la Global Africa Business Initiative, afin de réunir des chefs d'entreprise de tout le continent pour aborder des questions essentielles liées au développement durable, en encourageant des partenariats multipartites qui libèrent le potentiel économique de l'Afrique dans le cadre de la coopération Sud-Sud. En 2023, l'Africa Business Leaders Coalition a partagé son savoir-faire technique sur la manière de prendre des mesures visant à obtenir des résultats importants pour ce qui concerne les engagements relatifs aux objectifs fixés en matière d'énergies renouvelables et aux plans de résilience. De même, la Global Africa Business Initiative a permis de réduire de près de 25 % l'empreinte carbone des entreprises participantes, en lien avec la déclaration des chefs d'entreprise africains sur le climat publiée lors de la vingt-septième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

42. En 2023, l'OIM et l'École nationale de santé publique du Maroc, en coordination avec la Direction de l'épidémiologie et de la lutte contre les maladies, ont organisé une deuxième session de l'École d'hiver axée sur la santé sexuelle et procréative, la santé mentale et le soutien psychosocial, la protection sociale, la couverture sanitaire et le principe de la cohabitation avec les migrants. Les participants venaient d'Égypte, de Libye, du Maroc, du Soudan, de Tunisie et du Yémen et formaient un réseau de différents acteurs concernés par la santé des migrants dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. La session leur a permis de formuler des recommandations sur la prise en compte des migrants dans la

couverture sanitaire universelle et de tirer parti des expériences des pays partenaires en matière d'intégration des populations migrantes dans le système de santé.

43. À l'occasion du cinquième Forum Asie-Pacifique des Directeurs généraux pour la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire en 2023, la CESAP a lancé le Connecteur de coopération Sud-Sud<sup>6</sup>, une plateforme virtuelle interactive qu'elle a développée pour ses États membres dans la région et les principaux acteurs de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire. La plateforme est conçue pour favoriser la mise en relation des acteurs proposant de fournir une assistance technique avec les bénéficiaires potentiels. Le Connecteur de coopération Sud-Sud facilite également la mise en réseau et la collaboration active entre les acteurs clés et les centres de formation supérieure de la région, notamment via des groupes de travail actifs et des réseaux de praticiens. Les États membres peuvent aussi continuer à dialoguer entre les sessions annuelles du Forum Asie-Pacifique des Directeurs généraux grâce à la plateforme communautaire de la CESAP...

44. En 2023, l'OPS a créé le Network on Intersectoral Work and Social Participation for Health Equity in the Americas (réseau axé sur les activités intersectorielles et la participation sociale aux fins de l'équité en santé dans les Amériques) lors d'une conférence sur l'intersectorialité pour l'équité en santé dans les Amériques, à laquelle ont assisté plus de 140 participants venus de plus de 20 pays. Le réseau vise à favoriser l'échange d'expériences et d'enseignements tirés, et de renforcer les capacités et les compétences en matière d'intersectorialité, l'objectif étant de réduire les inégalités en matière de santé en s'attaquant à leurs déterminants sociaux.

45. Le Bureau pour la coopération Sud-Sud a mis en place le South-South and Triangular Cooperation Solutions Lab, une plateforme ouverte mondiale permettant de tester et d'incuber des solutions innovantes en matière de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire. Le South-South and Triangular Cooperation Solutions Lab collabore actuellement avec la CEE, l'AIEA, le PAM, Masdar City, la Zayed International Foundation for the Environment et la Gulf Organisation for Research and Development. Il a pour mission de relever les défis de développement complexes auxquels sont confrontés les pays en développement en favorisant des solutions innovantes et évolutives qui accélèrent la réalisation des objectifs de développement durable et du Programme 2030. Il est conçu pour tirer parti des connaissances, de l'expérience et des écosystèmes d'innovation des entités des Nations Unies et d'autres partenaires, y compris le secteur privé, les instituts de recherche et les universités.

## **V. Soutien visant à faciliter l'accès des pays en développement au numérique et aux autres technologies habilitantes**

46. L'inégalité d'accès à la technologie exacerbe les inégalités et affecte gravement les pays en situation particulière, tels que les petits États insulaires en développement et les pays en développement sans littoral. Dans le Pacte pour l'avenir, ainsi que dans le Pacte numérique mondial qui y est annexé, les États Membres se sont engagés à combler le fossé technologique existant dans les pays développés et les pays en développement et entre eux. De même, dans sa décision 21/1, le Comité de haut niveau pour la coopération Sud-Sud a invité les entités des Nations Unies à soutenir les politiques visant à combler le déficit des pays les moins avancés dans les domaines de la science, de la technologie et de l'innovation et à accélérer la transformation numérique.

<sup>6</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://sdghelpdesk.unescap.org/south-south-cooperation-connector>.

47. Dans la Déclaration de La Havane sur le thème « Enjeux du développement : rôle de la science, de la technologie et de l'innovation », adoptée lors de leur sommet de 2023, les chefs d'État et de gouvernement du Groupe des 77 et de la Chine ont souligné l'importance de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire dans les domaines de la science, de la technologie et de l'innovation et encouragé la mise en place de nouvelles plateformes de coopération et d'échanges Sud-Sud dans ces domaines.

48. Partenaires dans le domaine de la population et du développement, une alliance intergouvernementale Sud-Sud créée en 1994 et soutenue par le FNUAP, a marqué son trentième anniversaire par une conférence interministérielle internationale organisée au Bangladesh, à laquelle ont participé des représentants de 27 pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Dans la déclaration de Dhaka qui en a résulté, les pays membres de l'alliance se sont engagés à intégrer la coopération Sud-Sud dans les politiques, stratégies et budgets nationaux de développement et à tirer parti des possibilités de transformation numérique en soulignant l'importance de la production et de l'utilisation de données pour l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes.

49. Inauguré en 2008 sous l'égide de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et accueilli par le gouvernement malaisien, le Centre international pour la coopération Sud-Sud dans le domaine des sciences, de la technologie et de l'innovation a continué à faciliter le partage des connaissances dans les domaines de la science, de la technologie et de l'innovation. En 2024, il a proposé une version actualisée de son programme de formation destiné aux décideurs de haut niveau, intitulé « Empowering tomorrow : advancing science and technology policies with technology foresight », qui a servi à promouvoir un échange d'expériences entre décideurs d'Afrique, d'Asie et du Moyen-Orient.

50. Une initiative menée par des jeunes pour aider les pays à combler le fossé en matière de science, de technologie et d'innovation a bénéficié de la collaboration de l'UNESCO et du Bureau pour la coopération Sud-Sud. Intitulé « Greening higher education : promoting the role of science, technology and innovation in Sustainable Development Goal impacts through meaningful youth engagement and leadership among the South-South University Cooperation Network », ce projet a été lancé lors de la vingt-huitième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, tenue à Dubaï (Émirats arabes unis) en décembre 2023. Proposé en collaboration avec le Gouvernement chinois et géré par le Bureau pour la coopération Sud-Sud, il a facilité un dialogue structuré entre les universités membres du réseau de coopération universitaire Sud-Sud, en stimulant l'implication et le leadership des jeunes dans les domaines de la science, de la technologie et de l'innovation, afin d'accélérer les progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable.

51. Les habitants des zones rurales et les groupes marginalisés sont ceux qui ont le plus à gagner de la transition numérique, mais ce sont aussi ceux qui risquent le plus de se retrouver à la traîne en raison de la fracture numérique. Faire progresser la transformation numérique dans les zones rurales constitue donc une activité essentielle pour la FAO. Avec le soutien précieux de la Chine et en partenariat avec la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), la FAO a renforcé les capacités de 12 pays d'Amérique latine de se relever des conséquences de la pandémie de COVID-19 sur les moyens d'existence ruraux et les systèmes alimentaires, en faisant progresser la transformation numérique des zones rurales et en améliorant la résilience de plus de 4 000 agriculteurs dans les pays membres de la CELAC. À cet égard, on peut citer, parmi les réalisations les plus importantes, la tenue de plus de 70 sessions de formation à l'habileté numérique, la fourniture de plus de 400 appareils technologiques, la collaboration avec plus de 50 entités et la création

d'une plateforme favorisant la transition numérique rurale et agricole (Facility Platform for Rural and Agricultural Digitalization).

52. L'apparition de la pandémie de COVID-19, associée à des incertitudes économiques, sociales et environnementales, a accentué la fracture numérique et les inégalités de développement dans la région Asie-Pacifique. Organisé avec l'appui de la CESAP, le cinquième Forum Asie-Pacifique des Directeurs généraux pour la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire avait pour thème « Digital innovation and South-South cooperation: driving sustainable development in Asia and the Pacific » (Innovation numérique et coopération Sud-Sud : moteur du développement durable en Asie et dans le Pacifique). Le Forum a permis aux participants de discuter d'exemples concrets de solutions d'innovation numérique susceptibles d'être adaptées à d'autres pays de la région Asie-Pacifique, ouvrant ainsi la voie à une croissance inclusive et à un développement durable à l'ère numérique grâce à la coopération Sud-Sud.

53. En partenariat avec le Ministère des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni, l'UIT a soutenu le partage des connaissances et le renforcement des capacités des représentants des institutions nationales de l'Afrique du Sud, du Nigéria et du Kenya afin d'élaborer des modèles de desserte et d'accès numériques durables. Avec le soutien financier du Fonds pour le développement mondial et la coopération Sud-Sud de la Chine, le Ministère ougandais des technologies de l'information et de la communication procède à la révision de la politique nationale de gestion des déchets électroniques afin d'y intégrer le principe de responsabilité élargie du producteur.

54. La CNUCED a soutenu l'élaboration d'une stratégie régionale relative au commerce électronique pour la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), en étroite collaboration avec la Commission de la CEDEAO et les États membres de la Communauté. La stratégie est alignée sur la Vision 2050 de la CEDEAO et contribuera aux efforts régionaux visant à tirer pleinement parti de la technologie pour accélérer les changements structurels et le développement et favoriser l'intégration régionale. Le programme de développement de la formation dans le domaine du commerce international (TrainForTrade) comprend un projet destiné à renforcer les capacités des entités régionales, l'objectif étant de stimuler l'économie numérique dans les petits États insulaires en développement. Ce projet rassemble des professionnels du gouvernement, du commerce électronique et du commerce de ces États, en leur offrant une formation structurée et des possibilités de partage des connaissances.

55. Le Fonds d'équipement des Nations Unies a renforcé les capacités des gouvernements de mesurer la transformation numérique au niveau national grâce au tableau de bord pour une économie numérique inclusive, déployé par 25 pays en 2023. Les données du tableau de bord ont déjà été utilisées dans le processus d'élaboration des politiques dans plusieurs pays participants, et 10 pays l'ont adopté comme outil officiel de mesure de la transformation numérique au niveau national. Avec le soutien de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et de l'Union européenne, le Fonds a lancé le Caribbean FinTech Sprint for Financial Inclusion, en partenariat avec les gouvernements de la région et avec l'aide d'entreprises de technologie financière locales et mondiales, pour présenter des solutions prêtes à être commercialisées, visant à renforcer la collaboration intersectorielle en réunissant les acteurs de l'écosystème financier des Caraïbes afin de soutenir l'innovation et l'inclusion financière, tout en favorisant l'appropriation par les pays et l'échange d'expertise entre les pays du monde du Sud. Cinq lauréats ont reçu un financement de 500 000 dollars fondé sur les résultats pour élargir les solutions de commerce électronique aux populations mal desservies des Caraïbes.

56. La CESAO a contribué à l'élaboration de plus de 15 documents d'orientation nationaux portant sur des sujets mis en évidence comme étant des domaines de préoccupation majeurs dans le Document final de Buenos Aires issu de la deuxième Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud. On peut citer, à titre d'exemple, les stratégies de Djibouti, de la République arabe syrienne, du Yémen et de l'État de Palestine en matière de sécurité des technologies de l'information et des communications, les stratégies liées à l'intelligence artificielle de l'Iraq et de la Mauritanie, la politique relative à l'informatique en nuage de l'Iraq et de la République arabe syrienne, et les politiques de la Jordanie en matière de technologie de la chaîne de blocs et d'inclusion numérique. Outre les changements de politiques rendus possibles par la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, la CESAO a facilité l'échange de connaissances et d'expériences, notamment grâce à deux voyages d'étude axés sur les outils et les méthodes de recensement numérique. Lors de la première visite, le personnel du Bureau national de statistique de la Somalie s'est rendu à l'Agence centrale pour la mobilisation du public et la statistique en Égypte ; à la seconde, une équipe de statisticiens, de démographes et de spécialistes de la technologie et de la programmation des institutions gouvernementales égyptiennes a rendu visite à ses homologues techniques en Arabie Saoudite pour discuter des méthodologies de recensement combinées.

57. Avec le soutien du Fonds de partenariat Inde-Nations Unies pour le développement géré par le Bureau pour la coopération Sud-Sud, l'OPS a renforcé les capacités du Ministère de la santé de la Trinité-et-Tobago d'intégrer les technologies de pointe dans le système de santé du pays. Par l'intermédiaire du Fonds, un total d'un million de dollars a été engagé pour renforcer la réponse nationale à la pandémie de COVID-19 et apporter un soutien financier à la collaboration entre le Ministère de la santé de la Trinité-et-Tobago, le Bureau de la Coordonnatrice résidente et l'OPS. Le projet, intitulé « Bringing high and low technology (HALT) to COVID-19 », comprenait l'intégration de robots humanoïdes mobiles destinés à être utilisés dans le secteur local de la santé publique, afin que le Ministère de la santé puisse intégrer des dispositifs de santé numériques dans le système national de la Trinité-et-Tobago.

58. Fort du succès de son système électronique de suivi de la vaccination et de la logistique (SMILE), développé en 2018 avec le soutien du PNUD, le Ministère de la santé indonésien a mis SMILE à la disposition d'autres pays par l'intermédiaire du Digital Health for Development Hub (centre de santé numérique pour le développement) du PNUD. En 2024, des représentants du Ministère de la santé du Malawi ont effectué une visite d'étude pour s'inspirer de l'expérience indonésienne. Les enseignements tirés de cet échange serviront à élaborer des stratégies visant à simplifier la logistique des soins de santé et à garantir une distribution équitable des vaccins au Malawi.

59. Déployé par le Bureau pour la coopération Sud-Sud et la République de Corée, le dispositif/programme pour le renforcement des capacités aux fins de la réduction de la pauvreté grâce à la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire dans les domaines de l'éducation, des sciences et de la technologie a favorisé l'élaboration de solutions techniques détaillées et de plans de mise en œuvre pour relever les défis rencontrés au Cambodge, en République démocratique populaire lao, en Thaïlande et au Viet Nam, en dotant la population, en particulier les femmes, des compétences nécessaires à l'adoption de pratiques durables dans le cadre du lien entre l'eau, l'énergie et l'alimentation.

## **VI. Mobilisation des ressources au service de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire**

60. Des partenariats mondiaux renforcés et une coopération accrue sont nécessaires de toute urgence pour combler les déficits de financement croissants, renforcer la reprise après la pandémie et promouvoir le développement durable, en particulier dans les pays les moins avancés et d'autres pays vulnérables. On trouvera dans la présente section un résumé des mesures prises par les États Membres et les entités des Nations Unies pour augmenter les contributions au Fonds des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud et à d'autres mécanismes de financement connexes, ce qui illustre la complémentarité mutuelle de la coopération Sud-Sud et de la coopération Nord-Sud.

61. En 2023, le PAM a mobilisé des ressources techniques et financières auprès de 149 institutions nationales dans le cadre de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire. L'Unité de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire du Programme a mobilisé des moyens de financement additionnels auprès du monde du Sud pour des projets de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire, notamment par l'intermédiaire du Dispositif IBAS pour l'atténuation de la pauvreté et la lutte contre la faim et de fondations privées. Lancé par le PAM avec le soutien du Gouvernement chinois, le South-South and Triangular Cooperation Innovation Challenge a permis d'élargir et de diversifier la gamme de solutions liées à l'objectif « Faim zéro » provenant du monde du Sud et de donner aux pays en développement les moyens de participer à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire en tant que partenaires techniques.

62. La troisième phase du projet de coopération Sud-Sud FAO-Chine-Ouganda a été lancée en 2023 pour soutenir le développement du secteur agricole en Ouganda. Près de 10 millions de dollars ont été engagés par l'Ouganda, ce qui constitue l'une des contributions financières les plus importantes d'un des pays les moins avancés pour un projet de coopération Sud-Sud facilité par la FAO.

63. En 2023, lors du huitième Forum mondial de l'investissement, la CNUCED et le Forum africain des investisseurs souverains (Africa Sovereign Investors Forum) ont noué un partenariat visant à débloquer des investissements dans des domaines tels que la transition énergétique et les infrastructures en Afrique, en s'appuyant sur les investisseurs institutionnels en Afrique et dans le monde (y compris les fonds souverains), l'objectif étant de contribuer au financement du développement durable, en particulier dans les secteurs liés à la réalisation des objectifs de développement durable. Le partenariat vise également à encourager les investissements conjoints et la collaboration, et notamment la coopération Sud-Sud.

64. De nouveaux programmes ont été ajoutés au portefeuille du Fonds des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud grâce à de nouvelles contributions de la Fédération de Russie. En outre, un guichet de coopération triangulaire a été créé avec un capital d'amorçage fourni par le Portugal en réponse à une recommandation formulée dans le rapport présenté en 2022 à l'Assemblée générale par le Secrétaire général sur l'état de la coopération Sud-Sud ([A/77/297](#)). Le Bureau pour la coopération Sud-Sud et la Chine ont continué à collaborer à la création d'un mécanisme mondial de développement Sud-Sud Chine-Nations Unies, ce qui montre l'intensité des activités menées par le Bureau pour mettre en commun les ressources financières afin de renforcer la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire entre les États Membres. Des cadres de collaboration ont été établis avec la Banque islamique de développement et le Fonds de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole pour le développement international afin d'approfondir le soutien apporté aux solutions innovantes et aux efforts de renforcement des capacités, ce qui donne plus

de poids au rôle de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire dans la résolution des problèmes mondiaux.

65. Enfin, plus de 50 pays du monde du Sud se sont associés à des fonds d'affectation spéciale gérés par le Bureau pour la coopération Sud-Sud afin d'exécuter au moins 57 projets de développement, pour un budget total dépassant 43,6 millions de dollars. Ces projets, qui vont de petites subventions à effet dynamisant à des initiatives d'un coût supérieur à 1 million de dollars, ont contribué à divers résultats en matière de développement. Ainsi, plus de 3 millions de personnes (dont 52 % de femmes) ont bénéficié d'activités visant à améliorer leurs connaissances, leur santé, leurs conditions de vie et leur environnement. De plus, plus de 403 solutions de développement et opportunités de partage de connaissances ont permis de renforcer la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire. Les projets soutenus par les fonds d'affectation spéciale ont influencé les politiques et les institutions nationales. Par exemple, une initiative menée par l'UNICEF au Nicaragua a renforcé la capacité d'intégration des enfants handicapés dans le système éducatif. Les fonds d'affectation spéciale ont aussi facilité les progrès accomplis vers la réalisation des objectifs de développement durable, qu'il s'agisse de la lutte contre la pauvreté ou de l'énergie propre. En Ouganda, par exemple, un projet a été entrepris avec le soutien du Dispositif IBAS pour l'atténuation de la pauvreté et la lutte contre la faim, afin de combattre l'insécurité alimentaire chronique en donnant des moyens d'action aux femmes et aux jeunes via des initiatives liées à l'agro-industrie. De même, un projet lancé au Bénin en 2024 a soutenu la production locale de sel grâce à la construction d'une usine de traitement semi-moderne, à l'installation d'équipements et à la formation de plus de 1 400 producteurs de sel. Le Fonds d'affectation spéciale Pérez-Guerrero pour la coopération Sud-Sud a continué à soutenir la recherche, l'échange de connaissances, la protection de l'environnement et l'amélioration de la gestion des ressources.

## VII. Conclusions et recommandations

66. On trouve dans le présent rapport des informations sur les différentes manières dont les entités des Nations Unies ont intensifié leurs efforts pour intégrer la coopération Sud-Sud dans leurs activités en renforçant les capacités du personnel, en développant des cadres de suivi et d'évaluation, et en tenant compte de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire dans les outils et méthodologies stratégiques et programmatiques. Y sont également mises en évidence les mesures importantes prises par le système des Nations Unies pour aider les États Membres à déployer des initiatives de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire visant à accélérer les progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable, avec la participation de réseaux et d'institutions gouvernementaux et non gouvernementaux qui se consacrent au partage des ressources, de l'expertise et de l'expérience pratique pour relever les défis du développement dans le monde du Sud. La collaboration entamée entre le Bureau pour la coopération Sud-Sud et d'autres entités des Nations Unies afin d'élaborer un module en ligne destiné aux équipes de pays des Nations Unies est un exemple notable d'action commune qui peut être étendu pour renforcer la capacité et la cohérence du système dans la promotion de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire. L'application de la future stratégie du système des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, qui doit être définie en 2025, sera une responsabilité partagée par l'ensemble du système et qui nécessitera la participation et le soutien de toutes les entités des Nations Unies, et la mobilisation de ressources financières.

67. Un nombre croissant de documents directifs et de modules de formation sur la coopération Sud-Sud confirment l'investissement réalisé en faveur du renforcement

des capacités du personnel et des institutions pour répondre aux demandes de soutien formulées par les États Membres. Le nombre d'instruments et d'accords tenant compte de la coopération Sud-Sud est un indicateur des efforts continus déployés pour l'intégrer dans l'ensemble du système des Nations Unies pour le développement et de l'intérêt constant des États Membres pour cette forme de coopération.

68. Le nombre croissant de bonnes pratiques de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire qui ont été répertoriées, documentées et diffusées, notamment via différentes plateformes en ligne, démontre la richesse des expériences disponibles, qui permettent de faire progresser le développement durable et la confiance accordée aux entités des Nations Unies en tant que partenaires de choix en matière de facilitation des échanges de connaissances dans divers domaines du développement, en particulier en ce qui concerne le pilotage d'approches novatrices.

69. Même si le présent rapport contient des exemples de ressources financières mobilisées au cours de la période à l'examen, des efforts supplémentaires sont nécessaires pour multiplier les initiatives grâce à un financement plus solide, diversifié et prévisible de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire. À cet égard, les entités du système des Nations Unies pour le développement devraient continuer à aider les pays à trouver des instruments financiers supplémentaires favorisant la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, tels que des fonds d'affectation spéciale, des plateformes de financement régionales et des mécanismes de financement novateurs. La mobilisation des institutions financières internationales et régionales et des banques de développement en faveur de la mise en place de guichets de financement axés sur la coopération Sud-Sud permettra de mobiliser des modalités de financement à des conditions favorables et de faire en sorte que les projets de coopération Sud-Sud reçoivent des ressources adéquates. Par ailleurs, l'exploration de modes de financement novateurs, tels que l'investissement à impact social et environnemental, le financement mixte et les conversions de dettes, permettra aux pays du monde du Sud, en particulier les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement, de canaliser des ressources financières vers des domaines de développement prioritaires grâce à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire.

70. Les entités des Nations Unies renforceront encore les mécanismes visant à accroître la participation de multiples parties prenantes, ainsi que la mobilisation du secteur privé, en particulier en encourageant la coopération entre entreprises, l'échange de technologies et l'investissement dans des initiatives de développement menées par le monde du Sud. Il est aussi nécessaire que les organisations de la société civile prennent part à des évaluations participatives et déploient des initiatives de coopération Sud-Sud afin de garantir l'inclusivité et les retombées au niveau local. Le système des Nations Unies pour le développement soutiendra les réseaux régionaux et sous-régionaux dans leur rôle de pôles de coopération Sud-Sud, en facilitant les partenariats intersectoriels et le partage des connaissances.

71. Après de nombreuses années de discussions sur la manière de mesurer correctement la coopération Sud-Sud à l'aide d'une approche volontaire développée par le monde du Sud, la publication du *Manual for the Framework to Measure South-South Cooperation: Technical and Procedural Aspects for Pilot Testing* représente une étape majeure et le cadre qui y est défini (qui fait actuellement l'objet d'un essai pilote) est très prometteur et pourrait à terme encourager davantage de pays du monde du Sud à participer à la coopération Sud-Sud et triangulaire, ce qui stimulerait le nouvel essor visant à accélérer les contributions à la réalisation du Programme 2030. Pour ce faire, les entités des Nations Unies, sous la direction de la CNUCED, doivent continuer à soutenir l'amélioration et l'expansion du cadre, en encourageant davantage de pays à adopter des méthodologies normalisées pour évaluer leurs contributions à la coopération Sud-Sud et faire rapport à ce sujet. Il est essentiel à cet

égard de renforcer les capacités statistiques nationales afin de collecter, d'analyser et de communiquer des données sur la coopération Sud-Sud.

72. Plusieurs équipes de pays des Nations Unies ont entrepris des initiatives conjointes de coopération Sud-Sud : il s'agit d'approches prometteuses aux fins de la progression du développement durable. Ces efforts de collaboration ont le potentiel d'accroître les retombées, de favoriser l'échange de connaissances et de renforcer la coopération technique entre pays en développement. En tirant parti de l'expertise nationale et régionale, ces initiatives peuvent contribuer à des projets plus complets et intégrés qui accélèrent les progrès menant à la réalisation des objectifs de développement durable. De plus, ils peuvent servir de catalyseur pour attirer des ressources financières et techniques supplémentaires, et renforcer les partenariats et les capacités institutionnelles.

73. Compte tenu des défis mondiaux pressants auxquels sont confrontés les pays du monde du Sud, il est impératif d'intensifier la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire dans les domaines prioritaires, tels que l'action climatique ; la science, la technologie et l'innovation ; la transformation numérique, et le potentiel de transformation de l'intelligence artificielle. Ces deux modalités devraient être exploitées et compléter la coopération Nord-Sud. Il sera essentiel d'étendre la coopération Sud-Sud dans le domaine du numérique afin de réduire la fracture numérique, d'améliorer les transferts de technologie et de mettre en place une infrastructure numérique dans les pays en développement. Par ailleurs, la promotion de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire dans les domaines de la science, de la technologie et de l'innovation devrait être intensifiée afin d'accélérer la diffusion des innovations, de favoriser les partenariats technologiques et de renforcer les capacités des pays en développement de relever des défis complexes en matière de développement. Le système des Nations Unies pour le développement continuera à faciliter l'échange de bonnes pratiques, de stratégies et de politiques et à renforcer les plateformes qui permettent aux pays en développement de collaborer pour créer des solutions qui font progresser le développement durable dans ces domaines essentiels.

---